

Interview de Pascal Saint-Amans, directeur de fiscalité à l'OCDE

«Le monde a changé»

L'intéressé a dû annuler sa venue au Luxembourg aujourd'hui, mais a parlé au «Luxemburger Wort»

INTERVIEW: PIERRE SORLUT

Pascal Saint-Amans, c'est «Monsieur Fiscalité» dans l'organisation de coopération et de développement économiques. Il est devenu depuis quelques années le personnage de référence dans la lutte contre l'optimisation fiscale agressive des entreprises, et il a été invité à ce titre à la conférence de l'entité luxembourgeoise de l'Association internationale des fiscalistes ce jeudi. Mais les révélations des «Panama Papers» se sont invitées à l'agenda et il a dû annuler sa venue.

■ **Monsieur Saint-Amans, vous avez été sollicité à de nombreuses reprises par les «Panama Papers». Qu'est ce que ces révélations vous inspirent?**

Cela confirme ce que l'on dénonce depuis un moment en indiquant que Panama non seulement traîne des pieds sur l'échange d'informations à la demande, mais n'a pas pris l'engagement de passer à l'échange automatique. Il n'a pas signé la convention multilatérale. Son gouvernement a même exercé beaucoup de pression politique sur les experts du Forum mondial sur la transparence pour dire qu'il avait beaucoup changé. Il fallait alors reconnaître les efforts consentis quand le changement n'était pas intervenu. Il y a donc un gros écart de perception entre un Panama qui a l'impression d'avoir fait monts et merveilles et les partenaires du pays qui sont excédés. Pas de surprise donc que ce type de business se concentre dans une juridiction, qui en fait d'ailleurs la publicité. On pouvait encore voir, il y a quelques jours, sur le site de Mossack Fonseca un petit encart «Panama dit au G20 qu'il n'appliquera pas les standards». Ils en faisaient un argument commercial!

■ **Pourtant la firme fait elle aussi valoir que le pays s'oriente vers la transparence.**

Oui, mais ce n'est pas ce qui était écrit avant «Panama Papers». Puis ils sont malins. Ils disent appliquer un standard, mais c'est le leur: «Quand on veut, de la manière que l'on veut et avec qui on veut».

L'homme médiatique

Luxembourg/Paris. Depuis dimanche soir et les révélations relatives à la constitution de milliers de sociétés-écrans par un seul et même cabinet juridique panaméen, Pascal Saint-Amans a dû répondre à plusieurs dizaines de sollicitations de médias internationaux. Mardi encore il enchaînait un débat d'une heure sur France Inter et une apparition dans la dorénavant célèbre émission de France 2, Cash Investigation. Malgré un emploi du temps chargé, il avait maintenu sa rencontre jeudi avec les fiscalistes luxembourgeois de l'IFA... ce jusqu'à hier. Il a ainsi finalement y renoncé hier. (ps)



Pascal Saint-Amans lors d'une visite à Luxembourg. (PHOTO: PIERRE MATGÉ)

■ **Ils ont pourtant été sortis de la liste grise du Groupe d'action financière.**

C'est vrai. Ils ont fait quelques progrès et le Gafi a eu l'extrême gentillesse de les sortir de leur liste. Ce n'est pas le cas de l'OCDE. Nous avons accepté de les faire passer en phase 2 suite à ces progrès, mais il y a eu beaucoup de discussions pour ce passage. On verra donc pour la phase deux, mais nous ne sommes pas très confiants que cela se finisse bien. Et puis il n'y a pas d'engagement de leur part sur l'échange automatique, pas de signature de la convention multilatérale, il y a des pays (comme l'Inde, la Colombie, etc.) qui se plaignent publiquement de ne pas avoir d'accord bilatéral avec Panama.

■ **On voit cependant bien dans les statistiques de l'ICJ que le volume de sociétés-écrans panaméennes diminue.**

Merci de remarquer ceci. Car l'on voit effectivement dans ces données les progrès accomplis. Nous constatons une réduction de l'offshore et une concentration, à Panama. On voit que ce qu'on a fait marche. Nous avons les bons standards. Il y a un impact. Mais ça se concentre dans la place qui refuse d'avancer. On voit même que Mossack Fonseca ferme des actions au porteur dans les pays qui avancent avec nos travaux. Par exemple, si

Niue se trouve dans le top 5 des pays utilisés par le cabinet juridique, entretemps les actions au porteur ont été rendues impossibles dans cette juridiction, suite justement à l'examen par les pairs du Forum mondial. On voit qu'ils se déplacent, ils vont vers les Îles Vierges, mais celles-ci vont certainement changer... On peut donc voir une sorte de repli au fur et à mesure que le Forum mondial avance.

« Un repli des paradis fiscaux au fur et à mesure que le Forum mondial avance. »

Pascal Saint-Amans, OCDE

■ **Justement. Si la Panama connexion qui semblait opérer au Luxembourg semble plutôt désactivée aujourd'hui, d'autres juridictions sont dorénavant utilisées, comme Hong Kong ou Singapour. Est-ce que vous ne craignez pas que le gendarme continue de courir après le voleur pendant quelque temps encore?**

Alors il y a deux choses. Premièrement est-ce que des juridictions offrent encore des cadres juridiques opaques? La réponse est de moins en moins. Et pour parler des deux places financières en question, Hong Kong et Singapour n'offrent pas de cadres juridiques

opaques. Les deux sont largement conformes aux critères du Forum mondial parce que l'exigence du bénéficiaire économique existe. Maintenant, à un second niveau, vous aurez toujours des gendarmes et des voleurs. La seule existence du cadre juridique ne garantit pas que tout le monde le respecte. On retrouve là la notion d'effectivité. Est-ce que le cadre légal et réglementaire est correctement appliqué par les acteurs? D'abord il faut qu'il existe. Est-ce que la régulation effective est suffisamment bonne? Je pense que le passage à l'échange automatique d'informations va être un moyen pour les institutions financières de les responsabiliser. Si elles ne le respectent pas, elles s'exposent à des mesures de rétorsion financière assez lourdes.

■ **Pensez-vous aujourd'hui que l'utilisation de sociétés-écrans est en voie de disparition?**

En voie de disparition, non, hélas. Mais en voie de réduction oui. Deux fois oui. En droit, l'utilisation de sociétés-écrans devrait être en voie de disparition. Il faudrait s'assurer ensuite que cela le soit aussi dans la pratique. Il en revient de la responsabilité des acteurs eux-mêmes.

■ **Est-ce que vous aborderez les «Panama Papers» face au public luxembourgeois ce jeudi (l'interview a été réalisée avant l'annulation de la conférence)?**

Je rencontrerai effectivement la profession juridique fiscale. Nous avons eu assez peu d'interactions jusqu'à présent. Nous ferons un point d'étape sur Beps (le plan de lutte conduit par l'OCDE contre l'érosion de la base fiscale des entreprises) comme j'ai pu le faire un peu partout.

■ **Quel sera votre message?**

Que le monde a changé et qu'il faudra s'adapter. Qu'il n'est plus si facile aux grosses écuries de l'économie numérique de payer des impôts à la carte. Le «Financial Times» a d'ailleurs récemment publié un «profit warning» (une possibilité de chute des bénéfices, ndr.) pour les géants technologiques américains à cause de Beps. Vous voyez ça marche. On discutera donc de ça et peut-être aussi des «Panama Papers» oui.

■ **Vous n'allez pas rencontrer de représentants officiels du Luxembourg?**

Ce n'est pas prévu non. Il y avait des incompatibilités d'agenda apparemment. Ce n'est pas grave. Nous n'avons pas grand-chose à nous dire. Puisque ça se passe bien avec le Luxembourg. Il n'y a pas d'urgence.

■ **Au niveau politique encore, il semblerait que Luc Frieden...**

(il coupe) revient.

Sur Pascal Saint-Amans

Luxembourg. Pascal Saint-Amans occupe officiellement les fonctions de directeur du centre de politique et d'administration fiscale de l'OCDE. Il coordonne à ce titre l'action du Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales qui, via les visites d'experts internationaux dans les différents pays, donne des notes aux États et les qualifie, ou non, de «paradis fiscaux» (ou plutôt pays «non conformes»). Ce qui a été le cas du Luxembourg entre novembre 2013 et novembre 2015. Avant avril 2013, dans les instances européennes ou sous les auspices de l'OCDE, le gouvernement luxembourgeois avait longtemps traîné des pieds pour abandonner son secret bancaire. Ce qui avait valu des relations parfois houleuses entre les parties. Depuis l'alternance politique, les rapports se sont apaisés au point que le ministre des Finances luxembourgeois Pierre Gramegna et le responsable des questions de fiscalité à l'OCDE se tutoient. (ps)

■ **Oui ou plus précisément il pourrait revenir. Puisque vous avez travaillé avec lui sur de nombreux dossiers relatifs à la coopération en matière fiscale, limitée d'ailleurs jusqu'à 2013, que vous inspire l'éventualité d'une nouvelle collaboration?**

Je ne fais aucun commentaire d'aucune sorte sur la vie politique d'un pays. Précisons cependant que ce n'était pas la même époque.

■ **Vous travaillez également avec Jean-Claude Juncker sur ces dossiers-là. Comment se passe la coopération avec l'exécutif européen?**

Nous travaillons extrêmement bien avec la Commission européenne. Elle permet d'appliquer les standards relatifs aux échanges automatiques d'informations fiscales et de rulings, mais aussi sur Beps. Cela permet à l'UE de faire appliquer nos standards de manière plus rapide. Il y a une bonne dynamique oui.

■ **En parlant d'harmonisation, où en sommes-nous avec la comptabilité pays par pays?**

C'est en cours de finalisation. Les États-Unis, qui donnaient l'impression d'être un petit peu en retard, sont en train de s'organiser pour que leurs sociétés fassent un tel reporting en 2016. Ils avaient annoncé qu'ils auraient six mois de retard et que cela ne concernerait que les entreprises, dont les comptes commençaient après le 1^{er} juillet. Cela nous paraissait dangereusement réduire la portée de la mesure, mais nous corrigeons le tir. La régulation ne sera pas sortie à temps, mais nous mettons en place avec les entreprises américaines des mécanismes de déclaration volontaire pour que toutes les multinationales, concernées (celles dont le chiffre d'affaires atteint plus de 750 millions d'euros) par le reporting, pays par pays le fassent en 2016.